

En raison de la vétusté des canalisations

Jusqu'à 50% de l'eau potable gaspillés

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4483 - Mardi 22 mai 2018 - Prix : 10 DA

Tlemcen

Saisie de fennecs destinés à la contrebande

Page 24

Les spécialistes mettent en garde les malades chroniques

«Pas de jeûne sans avis médical»

Page 3

Y être y rester

Par Mohamed Habili

A l'heure où ces lignes sont écrites les résultats de l'élection présidentielle vénézuélienne du 20 mai n'ont pas encore été donnés, mais il ne fait pas de doute qu'elle sera remportée par le président sortant, Nicolas Maduro, candidat du Parti socialiste unifié fondé par Hugo Chavez. Ce n'est pas pour rien que ses opposants s'en sont allés dire que Maduro serait réelu, dût-il se présenter contre Jésus lui-même. Sans être une figure christique, dans un continent très catholique, Maduro dispose du soutien du plus grand nombre de ses compatriotes pour ne pas avoir lâché prise dans un pays en effervescence depuis des années, et où lui-même et son camp sont servis en matière d'opposition. Si le système politique du Venezuela n'est pas une démocratie occidentale fonctionnelle, c'est tout de même un pays où le trucage des élections n'est pas la règle. Hugo Chavez et les siens n'ont pas volé leur place à la tête de l'Etat, ayant toujours gagné proprement les élections auxquelles ils ont pris part. Bien entendu, ce n'est pas ce que disent les opposants, ni les gouvernements hostiles, et d'abord les Etats-Unis, qui n'ont pas attendu de voir le déroulement du scrutin pour le rejeter en bloc. Le fait est que les chavistes n'ont pas besoin de bourrer les urnes pour gagner les élections. Pour autant, on ne peut dire que les circonstances actuelles conviennent à quelque type de consultations que ce soit. Il y a bien une crise dans ce pays, mais elle n'est pas ce que généralement l'on croit. Le Venezuela traverse une phase d'exacerbation de la lutte de classes dans une partie du monde dont c'est la spécialité.

Suite en page 3

Distribution de logements LPP à travers plusieurs wilayas

Les clés du bonheur pour des milliers de familles, les autres en attente



Malgré les avertissements du ministère et les facilitations financières accordées par l'Etat, des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation. Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements. Lire page 2

Le Président de la RSAD l'a annoncé

Le Polisario prêt à des négociations directes avec le Maroc

Page 4

Veillées de ramadhan à la salle Ibn Khaldoun

La musique andalouse à l'honneur

Page 13

Distribution de logements LPP à travers plusieurs wilayas

Les clés du bonheur pour des milliers de familles, les autres en attente

■ Malgré les avertissements du ministère et les facilitations financières accordées par l'Etat, des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation. Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements.

Par Meriem Benchaouia

L'Etat fournit des efforts colossaux pour répondre aux attentes des citoyens en matière de logements. Toutefois, la réalisation des différents programmes de logements en Algérie accuse d'énormes retards. Plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Malgré les avertissements du ministère et les facilitations financières accordées par l'Etat, des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation. Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements. Le gouvernement tient à la réalisation dans les délais des programmes de l'habitat, afin de satisfaire les besoins croissants des citoyens dans ce domaine. A cet effet, le secteur de l'Habitat

accélère la cadence et passe à la vitesse supérieure dans la livraison des logements finis et prévus pour l'année en cours. Plusieurs opérations de distribution de logements ont eu lieu à travers plusieurs wilayas. Après de longues années d'attente ponctuées par d'interminables retards et réajustements de dossiers, des souscripteurs voient enfin leur rêve se réaliser, c'est-à-dire «posséder son propre logement». Oscillant entre espoir et désespoir, les milliers de familles, souffrant de ne pas posséder un toit, vont enfin voir leur longue patience récompensée et la galère un lointain mauvais souvenir. En effet, le ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, a fait état de la distribution de 1 965 logements promotionnels publics au niveau de sept wilayas, dont 1 312 unités à Alger. L'opération de distribution a concerné les wilayas de Djelfa (20 unités), Bordj Bou Arréridj (40 unités), Tipasa (220), El Tarf (51), Chlef (60), Blida (262) et Alger (1 312 unités), a précisé le ministre



lors d'une cérémonie de remise des clés aux souscripteurs LPP de la cité Ben Dada à Staoueli (Alger). S'agissant de la wilaya d'Alger, le ministre a fait savoir que les 1 312 logements promotionnels publics

sont répartis sur les communes de Ain Benian (240 unités sur un total de 440), Staoueli (384 unités sur un total de 872), Bordj El Bahri (192 unités sur un total de 600) et Reghaïa (496 unités sur un total de

1 802). Selon le programme tracé par le ministère, en coordination avec les autorités locales, d'autres quotas de logements promotionnels publics seront distribués à Alger «le mois de juillet prochain», a annoncé le ministre. Dans ce sillage, M. Temmar a indiqué que le programme national du LPP, lancé sur tout le territoire, prévoit 39 757 unités, dont plus de 15 000 ont déjà été réalisées et 24 598 unités en cours de réalisation, avec des taux d'avancement différents d'une wilaya à une autre. A ce propos, le ministre a insisté sur l'impératif de respecter les délais de réalisation et d'assurer le suivi et le contrôle des travaux, rappelant les instructions qu'il avait données, avril dernier à Alger, lors d'une visite d'inspection aux chantiers de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) concernant le suivi de tous les projets au niveau national, y compris le logement promotionnel public.

M. B.



En raison de la vétusté des canalisations

Jusqu'à 50% de l'eau potable gaspillés

■ Le DG de l'Algérienne des eaux tire la sonnette d'alarme, la moitié des quantités produites n'arrivent pas jusqu'aux robinets des Algériens. Entre 45 et 50% se perdent en cours d'acheminement, en raison de la vétusté de certaines canalisations.



Par Louiza Ait Ramdane

Si l'heure est à l'austérité dans plusieurs domaines, la situation est bien différente en ce qui concerne l'eau que nous buvons. «Entre 45 et 50% du volume d'eau potable introduit dans le réseau est perdu par fuites», alerte le directeur général de l'Algérienne des eaux, Smaïl Amirouche. La qualité du réseau d'eau s'est donc fortement dégradée en Algérie. Cela pourrait s'aggraver car, selon les professionnels du secteur, les canalisations sont vieillissantes et renouvelées à un rythme de plus en plus lent. Cependant, M. Amirouche indique que les entreprises gestionnaires de l'eau produisent et distribuent environ 9 millions de mètres-cubes/jour,

notant que certaines localités voient leur niveau de consommation augmenter de près de 50%/jour durant la saison estivale.

Par ailleurs, le même responsable est revenu sur les changements climatiques qui incitent, selon lui, de plus en plus à faire appel aux techniques de dessalement d'eau de mer. En 2017, suite à une faible pluviométrie, 25 wilayas ont souffert de dysfonctionnements en matière d'approvisionnement en eau potable, amenant les pouvoirs publics à activer un vaste programme pour y pallier. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le directeur général de l'Algérienne des eaux assure que «grâce à ce programme, on s'attend à un été beaucoup plus

favorable que celui de l'année précédente». Smaïl Amirouche indique que la presque totalité des wilayas précédemment affectées sera désormais mieux desservie en eau, suite notamment à la réalisation de nouveaux ouvrages hydrauliques et de la mise en place de raccordements de distribution. Il explique, sur ce point, que c'est en raison de l'inégalité des précipitations sur certaines régions de l'ouest du pays, différemment arrosées en eau de pluie, que celles-ci ont eu à bénéficier de projets de création de stations de dessalement d'eau de mer. Toutefois, l'invité tient à préciser que les changements climatiques ont eu des répercussions sur plusieurs wilayas qui, jusque-là, ont bénéficié de fortes précipitations. Ce

qui a provoqué, selon lui, des déficits en eau «sur plusieurs années», amenant à faire appel, de plus en plus, aux techniques de dessalement pour les résorber. Mais bien que de pareils ouvrages ont tendance à se multiplier, le problème de l'acheminement et du raccordement des quantités d'eau qui y sont produites vers les utilisateurs, particulièrement dans les agglomérations secondaires et des zones rurales, continue cependant à se poser. A ce niveau, le DG de l'ADE signale que des travaux «de proximité» sont en cours pour procéder à leur raccordement, dans les meilleurs délais, situant au passage le taux national de raccordement au réseau public de l'eau à 98%.

L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Y être y rester

Suite de la page une

Une situation est plus compréhensible à la lumière de ce qui se passe au Brésil, où le Parti des travailleurs subit un sort comparable à celui de l'opposition à Maduro. Le fondateur du Parti des travailleurs, par deux fois président du Brésil, se trouve maintenant en prison, à la suite d'un procès en corruption pour le moins douteux, mais d'abord et avant tout parce qu'il caracolait en tête des sondages dans la perspective de la présidentielle. Et ce n'est pas fini pour les dirigeants du parti, dont certains, y compris Dilma Rousseff, risquent de rejoindre Lula en prison. Nul doute que les socialistes vénézuéliens connaîtraient un sort pire s'ils perdaient le pouvoir. Ils n'y retourneraient pas de sitôt, gagneraient-ils haut la main toutes les élections qui se présenteraient. La droite vénézuélienne, aidée sûrement en cela par les Etats-Unis, instaurerait un régime où le courant chaviste n'aurait plus de place, où il serait rejeté à la marge et réprimé. C'est ainsi que les choses se passent toujours quand la lutte de classe reprend ses droits. Elles ne se passeraient pas différemment dans les «vieilles démocraties» si le consensus en vigueur qui les fonde venait à voler en éclats. Ce qui leur arrivera forcément un jour d'ailleurs, sauf à croire qu'elles sont sorties de l'Histoire. Au Venezuela, les larges couches populaires qui portent les socialistes savent qu'elles retourneront dans la misère noire si la droite revient au pouvoir. Un processus révolutionnaire est en cours, qui dure depuis des années, dont personne ne peut prévoir les étapes à venir, moins encore l'issue. Les socialistes ont jusque-là conservé le pouvoir après la disparition de Chavez, dans un contexte politique et économique des plus difficiles. Le garderont-ils au moins pendant les six prochaines années, la durée légale du mandat présidentiel qu'ils viennent de remporter ? A les voir à l'œuvre, on les croirait volontiers capables de plus que cela.

M. H.

Les spécialistes mettent en garde les malades chroniques

«Pas de jeûne sans avis médical»

Les spécialistes médicaux mettent en garde les Algériens atteints de maladies chroniques du risque qu'ils encourent en jeûnant sans avis médical. En effet, malgré les textes religieux qui autorisent à ne pas respecter le jeûne en cas de maladie «grave», nombreux sont les malades chroniques qui mettent leur vie en danger en observant le jeûne durant le ramadhan. Jeûner se traduit en particulier par l'interdiction de manger, de boire et de fumer. Pourtant, malgré les textes religieux qui autorisent à ne pas respecter le jeûne en cas de maladie, et la mise en garde des médecins contre les risques de complications de la maladie en

cas de jeûne, la majorité des Algériens atteints de maladies chroniques mettent leur vie en danger en ignorant les consignes médicales et s'obligent à observer le jeûne durant le ramadhan malgré la gravité de leur cas. Pour le chef de service diabétologie et endocrinologie au Centre hospitalo-universitaire Issad-Hassani de Beni Messous, Alger, le P Mourad Semrouni, «les malades chroniques doivent faire attention aux risques de complications de leur maladie en cas de jeûne sans avis médical». Selon lui, «70% des malades chroniques exposent leur vie à de sérieuses complications, en décidant d'observer le jeûne durant le ramadhan, ne tenant

pas compte des conseils du médecin traitant». A cet effet, P Semrouni a averti les personnes atteintes de maladies chroniques nécessitant la prise de médicaments plusieurs fois par jour, notamment les diabétiques, sur les risques pour leur vie en cas de jeûne. Il a appelé, dans ce sens, les diabétiques de type 1 (insulinodépendants) et les personnes âgées présentant plusieurs maladies chroniques «à ne pas observer le jeûne, quel que soit le type des médicaments qui leurs sont prescrits», afin d'éviter «le risque de graves complications pouvant mener au coma». En plus de les exposer au risque d'une hypoglycémie ou hyperglycémie, le jeûne peut

causer à ces malades des complications pouvant mener à la mort, a-t-il averti. Cependant, a-t-il ajouté, le jeûne est permis pour les jeunes atteints de diabète de type 2 mais avec la permission du médecin traitant. De son côté, le président de la Fédération algérienne des associations des diabétiques, Noureddine Boucetta, a déploré l'existence d'un «grand nombre de patients ne respectant pas les conseils du médecin en dépit de toutes les mises en garde lancées lors des campagnes de sensibilisation organisées par les associations». Les nutritionnistes recommandent aux diabétiques qui jeûnent de prendre des mesures préventives supplémentaires en suivant

un régime alimentaire adéquat, basé notamment sur les sucres lents (pâtes, riz...) durant le s'hour. Quant aux hypertendus, les spécialistes en nutrition recommandent de suivre un régime alimentaire pauvre en sodium et de prendre de grandes quantités d'eau afin d'éviter la déshydratation, soulignant, à ce propos, l'impératif de respecter l'avis du médecin vu que ces malades sont tenus de prendre leurs médicaments plusieurs fois par jour. Pour les personnes âgées qui souffrent souvent de plusieurs maladies chroniques, il est préconisé de respecter un mode de vie équilibré et de dormir suffisamment.

Thinhinene Khouchi

Le Président de la RSAD l'a annoncé

Le Polisario prêt à des négociations directes avec le Maroc

■ Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a réaffirmé, avant-hier à Tifariti, que le Front Polisario était prêt à engager des négociations directes avec le Maroc en bonne foi et sans préalables, l'invitant à «faire prévaloir la raison».

Par Lynda Naili

A ce titre, dans son allocution d'ouverture des festivités officielles du 45^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie, Brahim Ghali a précisé que «le Front Polisario, en tant que seul et unique représentant légitime du peuple sahraoui, est prêt à engager des négociations directes avec le Maroc en bonne foi et sans conditions préalables en vue de parachever le processus de décolonisation du Sahara occidental et assurer au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination et à l'indépendance». Et de souligner, à ce sujet, l'attachement du peuple sahraoui à



PH/D.R.

ses droits légitimes énoncés dans les résolutions onusiennes, lesquels «droits seront arrachés quels qu'en soient les sacrifices», a-t-il assuré.

Aussi, appelant le Maroc «à faire prévaloir la raison et la logique et à faire montre d'une volonté politique courageuse pour respecter la légalité internationale en faveur d'une paix juste et durable au Maghreb», Brahim Ghali a fortement insisté sur la nécessité de mettre en œuvre la dernière résolution du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental et la décision du 30^e sommet de l'Union africaine (UA).

Le président de la RSAD a, par ailleurs, condamné «les tentatives de certaines parties européennes visant à contourner les décisions de l'Union européenne (UE) pour signer un accord de

pêche avec le Maroc qui comprend les eaux territoriales du Sahara occidental, en violation flagrante de la lettre et de l'esprit de l'Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)», réitérant la disponibilité du Front Polisario à engager un dialogue sérieux et responsable avec la Commission européenne en accord avec le Droit international, le Droit international humanitaire et le Droit européen.

En outre, dénonçant la campagne frénétique déclenchée récemment par le Maroc, soulignant qu'«elle ne repose que sur des mensonges et des allégations fallacieuses», le Président de la RSAD a rappelé que le Conseil de sécurité des Nations unies «appelle à hâter le règlement de la question et à engager des négociations directes entre

les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, de bonne foi et sans conditions préalables». Dans ce contexte, qualifiant d'«irresponsable» le comportement de l'Etat d'occupation marocain, il a mis en garde ce dernier contre les retombées d'une telle attitude. De ce fait, il a exhorté une nouvelle fois le Conseil de sécurité à «prendre les mesures nécessaires pour faire cesser ces provocations qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et dans le monde». Et pour cause, a-t-il argumenté, «les violations réelles et avérées sont celles qui sont perpétrées par l'Etat d'occupation marocain et qui requièrent du Conseil de sécurité d'y mettre fin en toute urgence, en accord avec la Charte et les résolutions des

Nations unies». Et d'évoquer ainsi l'échec de la tentative marocaine aux Nations unies de modifier le cadre juridique régissant la question du Sahara occidental qui est une question de décolonisation dont le règlement passe par l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés.

Evoquant la célébration du 45^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le président Ghali a affirmé que «ce jour est une date cruciale dans l'histoire du peuple sahraoui qui a décidé d'en finir avec la réalité d'un occupant obscur par une révolte grandiose en vue d'arracher la liberté et l'indépendance». Devant une assistance distinguée de diplomatie internationale, le président sahraoui a évoqué les étapes de la lutte du peuple sahraoui «dans la construction de l'homme et dans l'édification des institutions, dont le tribut a été toujours en valeureux martyrs». Par ailleurs, il n'a pas manqué de rendre un hommage particulier à l'Algérie, sous la direction du président Abdelaziz Bouteflika, qui a «adopté avec constance et clarté la position de soutien et d'appui à la lutte juste du peuple sahraoui», tout en saluant les représentants de pays, de gouvernements, de Parlements, de partis, d'organisations et d'associations, lesquels ont porté des messages de solidarité de fraternité, d'amour et de paix. L. N.

58 monuments y sont classés biens culturels nationaux

Plus de 100 sites archéologiques à l'abandon dans la wilaya d'Alger

La wilaya d'Alger compte cinquante-huit monuments et sites archéologiques «classés biens culturels nationaux», alors qu'une centaine d'autres, datant de différentes époques, demeure «non classée» et «en état d'abandon», a-t-on appris auprès de la vice-présidente de l'APW d'Alger, M^{me} Djebali Farida. «Au niveau de la capitale, plus de 100 monuments archéologiques, tels que des palais datant de différentes époques, sont «non classés» et laissés à l'abandon», a précisé à l'APS M^{me} Djebali. «Sur un total de 89 monuments et sites archéologiques que compte Alger, et dont 58 sont classés biens culturels nationaux, figurent 68 monuments historiques, 16 sites naturels, 4 sites archéologiques et un ensemble urbain», a indiqué, pour sa part, la sous-directrice de l'inventaire des biens culturels au ministère de la Culture, Chanez Bourouis. «Outre 58 monuments classés, 9 autres monuments ont été inscrits sur la liste de l'inventaire supplémentaire et 5 autres ont fait l'objet d'une ouverture d'instance de classement», a-t-elle ajouté. Parmi les biens culturels immobiliers protégés dans la wilaya d'Alger, l'on recense 14 palais dont la majorité se trouve à La Casbah contre 30 palais classés à travers le territoire national. Selon la même responsable, le nombre des biens culturels immobiliers au niveau national est de 924

monuments et sites dont 395 monuments et sites classés, 433 autres inscrits sur la liste d'inventaire supplémentaire, 64 sites naturels, 5 parcs culturels, 21 secteurs sauvegardés et 6 monuments faisant l'objet d'une ouverture d'instance de classement. Au titre des biens culturels classés à La Casbah, figurent Dar Essouf (ex-Cour pénale), Dar Mustapha Pacha, El-Kalaa (La Citadelle), la Grande Mosquée, la mosquée Abderrahmane Et-Thaâlibi, la prison Barberousse (Serkadji), ainsi que le bâtiment de l'hôtel «El Djazair» (El-Madania), le Fort turc (Bordj El-Kiffan), Djenane Rais Hamidou (El Biar), le siège de la Grande Poste et d'autres monuments et sites datant de différentes époques historiques, a ajouté Mme Bourouis. Soulignant que plus de cent sites archéologiques, datant de différentes époques, demeurent à Alger «non classés» et «en état d'abandon», M^{me} Djebali Farida a fait savoir que l'APW d'Alger organisera prochainement une conférence sur la restauration de ces sites archéologiques, notamment les vieux palais pour rendre à la capitale son lustre d'antan et en faire une ville touristique par excellence. La conférence sera une occasion pour soulever les problèmes rencontrés par les parties concernées en matière de restauration et de réhabilitation de ces sites archéologiques, a-t-elle indiqué. La

capitale, à elle seule, compte plus de 10 palais parmi les plus beaux du pays, nécessitant, a-t-elle dit, des travaux de restauration et de réhabilitation, à l'instar du Fort turc de Bordj el Kiffan, un palais bâti sur un grand rocher mais transformé en marché de fruits et légumes. La même responsable a cité également le palais «Barberousse» à Rais Hamidou, construit depuis plus de cinq siècles et nécessitant des travaux de restauration, ajoutant que la Direction de la culture de la wilaya d'Alger s'attelle à réhabiliter ces sites pour promouvoir le tourisme dans la capitale. La commission de la Culture de l'APW d'Alger «se penche actuellement sur l'ensemble des sites archéologiques de la wilaya, en vue de leur restauration et réhabilitation à des fins touristiques», a-t-elle souligné. Elle a fait état, dans ce contexte, du lancement récemment des travaux de restauration du site archéologique «Rusgunia» à Tamentfoust, une cité romaine qui renferme un palais, une cathédrale et des bains romains, relevant que la plage de Tamentfoust renferme des pièces archéologiques datant de différentes époques, mettant en avant l'existence de bandes criminelles spécialisées dans le trafic de pièces archéologiques subtilisées des fonds marins et du site «Rusgunia». **Quatre monuments classés récemment** Selon la Direction de la cultu-

re de la wilaya d'Alger, quatre monuments et sites archéologiques ont été classés en 2017. Il s'agit de la Grande poste, de l'Université d'Alger, du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) et de Djenane Lakhdar à El Madania.

Quant aux neuf monuments inscrits sur la liste de l'inventaire supplémentaire, ils devront intégrer dans moins de dix années la liste des biens culturels nationaux. Le classement des sites et monuments archéologiques vise, selon la même source, à leur conférer une protection juridique avant même le début de leur restauration. Les dolmens (monuments funéraires) de Ain Benian, «Djenane Rahet El Dey» à Bologhine, Bordj Istanbul à Bordj El Kiffan et La batterie (Tabbana) de Halq El Oued à Mohammedia, font partie des neuf monuments inscrits sur la liste de l'inventaire supplémentaire de la wilaya d'Alger. «Le classement de ces monuments et sites historiques est à même d'assurer une protection juridique avant d'entamer leurs travaux de réhabilitation». La Direction de la culture de la wilaya d'Alger qui a recensé un très grand nombre de sites et de monuments archéologiques «non classés», s'attelle à la mise en œuvre d'un plan de protection et de valorisation de ces sites archéologiques, à l'instar de celui de «Rusgunia» à Tamentfoust. **Racim C.**

Commerce extérieur

Recul du déficit mais la facture alimentaire encore en hausse

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 856 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2018, contre un déficit de 3,878 milliards de dollars durant la même période de 2017, soit une baisse de 3,022 milliards de dollars (-78%), selon les Douanes.

Par Amel F.

Les exportations ont atteint 14,368 milliards de dollars (mds usd) de janvier à avril 2018 contre 12,117 mds usd, soit une hausse de 18,6% correspondant à une augmentation de 2,25 mds usd entre les deux périodes de comparaison, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Pour les importations, elles ont légèrement reculé à 15,224 mds usd contre 15,995 mds usd, soit une baisse de 771 millions de dollars correspondant à un recul de 4,82%. Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 94% durant les quatre premiers mois de 2018 contre 76% à la même période de l'année précédente. Les hydrocarbures ont encore représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger (93,71% du montant global des exportations) en s'établissant à 13,45 mds usd contre 11,42 mds usd, soit une hausse de 2,03 mds usd (+17,8%). Toujours marginales, les exportations hors hydrocarbures se sont établies à 917 millions usd sur les 4 premiers mois de 2018 (6,3% des exportations globales), même si elles ont augmenté de 31,75% par rapport à la même période de 2017. Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits avec 701 millions usd (contre 522 millions usd), des biens alimentaires avec 137 millions usd (contre 122 millions usd), des produits bruts avec 42 millions usd (contre 26 millions usd), des biens d'équipements industriels avec 25 millions usd (contre 21 millions usd) et des biens de consommation non alimentaires avec 12 millions usd (contre 5 millions usd).

La facture des produits alimentaires en hausse, les carburants en recul

Pour ce qui est des importations, il est constaté que la factu-



R.P.D.R.

importations a été financé par le recours à d'autres moyens de paiement pour un montant de 551 millions usd, et par les comptes devises propres des importateurs pour 1 million usd.

L'Italie maintient sa place de premier client de l'Algérie

Concernant les partenaires commerciaux, il est constaté que l'Italie s'est classée premier client de l'Algérie alors que durant les deux premiers mois 2018, c'était l'Espagne qui occupait la tête du podium. Ainsi, les cinq premiers clients de l'Algérie ont été l'Italie avec 1,92 mds usd (13,4% des exportations globales algériennes), suivie de l'Espagne avec 1,74 mds usd (12,1%), de la France avec 1,6 mds usd (11,1%), des Etats-Unis avec 1,4 mds usd (10%) et de la Grande-Bretagne avec 827 millions usd (5,7%). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 2,3 mds usd (15,13% des importations globales algériennes), suivie de la France avec 1,55 mds usd (10,2%), de l'Italie avec 1,22 mds usd (8%), de l'Espagne avec 1,17 mds usd (7,7%) et de l'Allemagne avec 1,12 mds usd (7,4%). A. F./APS

re globale des produits alimentaires continue à connaître une tendance haussière dont notamment les céréales et laits. La facture globale des biens alimentaires s'est établie à 3,15 mds usd contre 3 mds usd, en hausse de près de 5%. Outre les produits alimentaires, les produits qui ont également connu une augmentation des importations sont les groupes des produits bruts, des biens de consommation non alimentaires et des demi-produits. Pour le Groupe des produits bruts, les importations ont grimpé à 653 millions usd contre 579 millions usd

(+12,8%). Concernant les biens de consommation non alimentaires, ils ont été importés pour 2,9 mds usd contre 2,6 mds usd (+8,07%) alors que la facture des demi-produits a coûté 3,65 mds usd contre 3,53 mds usd (+3,6%). Par contre, des baisses d'importations significatives ont été relevées pour les biens d'équipements agricoles et industriels ainsi que les biens énergétiques et lubrifiants (carburants). Ainsi, la facture d'importation des biens d'équipements agricoles s'est établie à 187 millions usd contre 250 millions usd (-25,2%). Pour les

biens d'équipements industriels, ils ont été importés pour 4,13 mds usd contre 5,34 mds usd (-22,6%). Quant à la facture d'importation des biens énergétiques et lubrifiants (carburants), elle a commencé à connaître une tendance à la baisse en s'établissant à 543 millions usd contre 613 millions usd (-11,42%). En termes de mode de financement des importations, sur les 15,22 mds usd des biens importés, un montant de 9,17 mds usd a été payé par cash. Les lignes de crédit ont financé les importations pour un montant de 5,5 mds usd, tandis que le reste des

Prix

Le Brent ouvre la semaine à plus de 78 dollars à Londres

Les prix du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens après que le baril de Brent a brièvement touché les 80 dollars la semaine dernière, alors que persistent des inquiétudes sur l'offre, notamment au Venezuela et en Iran. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 78,66 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 15 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le

baril de «light sweet crude» (WTI) pour juin prenait 22 cents à 71,50 dollars. «Les pressions à la hausse sur les prix sont restées au premier plan, du fait d'une foule d'éléments autour de l'offre», a fait valoir un analyste. Le baril de Brent a touché la semaine dernière le seuil symbolique des 80 dollars et les prix restent proches de leurs plus hauts en trois ans et demi. Selon un analyste, l'élection au Venezuela «pourrait ouvrir la porte à des sanctions américaines visant l'industrie pétrolière», déjà en grande difficulté du fait de la crise politique

et économique. Le président vénézuélien Nicolas Maduro a ainsi été réélu dimanche jusqu'en 2025. La situation en Iran, avec la sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire et le retour des sanctions, continue de jouer également, alors que Total a annoncé la semaine qu'il se retirerait d'un projet gazier s'il n'obtenait pas de dérogation des autorités américaines. Dimanche, le ministre iranien des Affaires étrangères a en outre estimé que les engagements de l'Union européenne pour sauver l'accord nucléaire étaient à ce

stade insuffisants. Enfin, «les difficultés des pipelines nigériens ont rejoint les coupes menées par l'Opep (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, engagée depuis 2016 dans un accord de réduction de l'offre) et le plongeon de la production vénézuélienne, dans les facteurs explicatifs de la hausse des prix», a ajouté un analyste. Le Nigeria a annoncé ce week-end le déploiement de drones pour protéger les installations pétrolières du vandalisme et des kidnappings dans la région du delta du Niger.

D. O./Agences

Japon

L'excédent commercial bondit de 31% en avril

L'excédent commercial du Japon a bondi de 31% en avril grâce aux exportations qui ont retrouvé de la vigueur après deux mois de ralentissement. Le solde s'est établi le mois dernier à 625,98 milliards de yens (5,02 milliards d'euros), contre 478,25 milliards un an plus tôt, selon des statistiques publiées hier par le ministère des Finances. Ce chiffre est très supérieur aux attentes des analystes qui tablaient sur un excédent de 440 milliards de yens. Envers

les Etats-Unis, le surplus, dans le collimateur du président américain Donald Trump, a quant à lui augmenté de 4,7%, à 615,7 milliards de yens. M. Trump fustige régulièrement les pratiques commerciales jugées déloyales du Japon, un sujet qui fera l'objet de discussions bilatérales mi-juin entre le représentant américain au Commerce (USTR), Robert Lighthizer, et le ministre nippon de l'Economie, Toshimitsu Motegi. Le Japon n'a pas été exempté des droits de

douane que Washington a décidé d'imposer sur les importations d'acier et d'aluminium, et il a informé vendredi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qu'il se réservait le droit de prendre des mesures de représailles. Globalement, les exportations japonaises ont progressé de 7,8% en avril à 6 822,29 milliards de yens, après une hausse de 1,8% en février et de 2,1% en mars, une bonne nouvelle pour la troisiè-

me économie du monde dont la croissance repose largement sur la force de son commerce extérieur. Le gouvernement de Shinzo Abe espère un rebond après un recul du Produit intérieur brut (PIB) entre janvier et mars, le premier repli en neuf trimestres, une série d'une longueur inédite depuis la fin des années 1980. Parmi les secteurs qui ont principalement contribué à cette hausse des exportations en avril, figurent l'automobile, les bateaux et les équipe-

ments de fabrication de semi-conducteurs. Les importations ont également augmenté (+5,9% à 6 196,3 milliards de yens), tirées par les achats de matières premières et de pétrole. En dehors du cas des Etats-Unis, le Japon a accru son excédent commercial avec l'Asie (+16,6%), aidé par la forte réduction de son déficit avec la Chine (-40%). Le surplus avec l'Union européenne a quant à lui enregistré un gain de 68,8% sur un an.

R. E.

Khemis Miliana

Prochaine entrée en service de deux sûretés urbaines

■ Deux sûretés urbaines entreront en fonction durant les prochains mois à Khemis Miliana (Aïn Defla) en vue d'en renforcer la couverture sécuritaire, a-t-on appris du responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Par Lyès B.

Ces deux nouvelles sûretés urbaines s'ajouteront aux trois autres structures sécuritaires déjà opérationnelles, en l'occurrence 3 sûretés urbaines, une unité de préservation de l'ordre public ainsi qu'une brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ), a indiqué le lieutenant Sid Ahmed Kouadri en marge d'une conférence de presse consacrée au plan inhérent à la couverture sécuritaire de la wilaya durant le mois de ramadhan. Une fois opérationnelles, ces deux nouvelles structures contribueront à assurer une meilleure prise en charge des préoccupations sécuritaires des citoyens, a-t-il précisé, observant que Khemis Miliana qui compte quelque 200 000 habitants constitue quotidiennement le point de mire de centaines de milliers de personnes qui s'y rendent pour différents motifs. Abordant le plan mis en place pour la couverture sécuritaire de la wilaya durant le mois de ramadhan, le responsable du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, Beldjilali Mohamed, a soutenu qu'à la lumière des enseignements



recueillis durant le mois de ramadhan de l'année dernière, la cadence de travail des éléments de la police a été relevée en vue d'une plus grande présence sur le terrain. Il a souligné dans ce cadre que l'attention a été d'avantage portée sur les endroits connaissant habituellement un rush durant le mois sacré, à l'instar des marchés, des gares routières et ferroviaires ainsi que des mosquées, signalant que si la nécessité l'imposait,

le plan mis en place pourrait être modifié en vue de s'adapter aux nouvelles données sur le terrain. Des opérations inopinées seront lancées de manière périodique vers les endroits réputés être le fief de la criminalité, a-t-il ajouté, relevant que ces opérations toucheront aussi bien le secteur rural qu'urbain. De son côté, le responsable du service de la sûreté publique de la sûreté de wilaya, commissaire Lamraoui M'hamed, a fait état de la mobili-

sation de plus de 1670 policiers pour assurer la sécurité au niveau de toutes les régions de la wilaya durant le mois sacré. Relevant que le mois de ramadhan est parfois propice aux déplacements «sans motifs précis» de la part de certains citoyens davantage soucieux de passer le temps, il a mis l'accent sur la multiplication des patrouilles de police sur les routes de la wilaya en vue de prévenir d'éventuels accidents

de la route. Le même officier a aussi indiqué que plus de 1 100 policiers allaient être mobilisés pour veiller au bon déroulement des examens de sixième et du BEM qui auront lieu durant le mois de ramadhan. Reprenant la parole, le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya a précisé qu'à l'instar de l'année dernière, une opération de distribution de repas chauds aura lieu chaque vendredi du mois sacré au profit des usagers de la route au niveau de la RN 4 et du tronçon de l'autoroute Est Ouest traversant la wilaya. Rappelant que cette initiative vient en application des directives de la DGSN, il a observé qu'outre son aspect humanitaire, celle-ci vise notamment à sensibiliser sur les risques liés aux accidents de la route.

L. B./APS

Mila

Hausse de la capacité de stockage de la production céréalière

La capacité de stockage de la récolte de divers types de céréales et de légumes secs, dans la wilaya de Mila, a augmenté atteignant plus de 1,5 million de quintaux au cours de l'actuelle campagne moisson battage, a-t-on appris dimanche du directeur local des services agricoles (DSA), Messaoud Bendridi. Les entrepôts et les silos destinés au stockage relèvent de la coopérative locale des céréales et légumes secs (CCLS), alors qu'une partie, appartenant à des privés, a été louée en vue d'y entreposer la récolte de l'actuelle campagne

de moissons battage, a indiqué à l'APS le DSA. Dépassant les 400 000 qx, la capacité de stockage des entrepôts loués, répartis à travers la wilaya, viendra s'ajouter à celle des entrepôts et des silos métalliques et en béton relevant de la CCLS, ce qui permettra, a-t-il précisé, «un meilleur stockage de la récolte prévisionnelle» de cette année qui devrait atteindre 2,6 millions de qx, consécutivement aux importantes précipitations enregistrées tout au long de l'année. M. Bendridi a ajouté que, parallèlement à la campagne moisson battage, une partie de la récolte

sera transférée à d'autres wilayas pour alléger la pression et assurer le bon déroulement de l'opération, ainsi que la réception continue des récoltes des agriculteurs. Dans ce contexte, le directeur local des services agricoles a fait savoir que le parc de la wilaya en matière d'équipement agricole «est suffisant pour organiser une campagne réussie et dans un court laps de temps», à la faveur de la disponibilité de 615 moissonneuses-batteuses, dont 37 appartiennent à la coopérative. Quant au nombre de tracteurs, il s'élève à 3 800 avec 1 900 véhicules de trans-

port, en plus de 1 100 camion-citerne réservés en prévision des incendies, a détaillé M. Bendridi, mettant l'accent sur la sensibilisation des agriculteurs sur les risques d'incendies, mais aussi sur la manière de les éviter et les combattre. A noter que les agriculteurs de la wilaya de Mila ont bénéficié de 140 moissonneuses, dont 19 ont été renouvelées cette saison, de 301 tracteurs et de 300 accessoires agricoles dans le cadre du soutien au développement agricole entre les années 2000 et 2017, a-t-on indiqué.

Hocine A.

Batna/Commune d'Ain Djasser

Mise en service du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable

Le projet destiné au renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) pour desservir 15 000 habitants de la commune d'Ain Djasser (65 km de la ville de Batna) a été mis en service, a-t-on constaté. Ce projet, qui a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 29 millions de dinars, permettra un approvisionnement quotidien en eau potable des habitants de cette commune, a indiqué à l'APS le directeur des ressources en eau, Abdelkrim Chebri, soulignant que cette région était alimentée en cette denrée vitale un jour sur deux. Le même responsable a détaillé que

ce projet était inscrit dans le cadre du programme sectoriel de réalisation, d'équipement et d'installation de conduites d'eau sur 3.000 mètres linéaires des forages de plusieurs communes de la wilaya, précisant que ce projet englobe également la réalisation d'un puits artésien d'un débit de 25 litres/seconde, selon le même responsable. Dans le même contexte, deux châteaux d'eau d'une capacité totale estimée à 1 000 m³ ont été réalisés dans cette commune en vue de renforcer les trois petits réservoirs qui alimentaient cette localité en eau potable, a-t-on noté, soulignant qu'un investissement

public de 5,6 millions de dinars a été mobilisé pour la réalisation de ces deux réservoirs et la mise en place des équipements nécessaires. Lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée samedi à la commune d'Ain Djasser, le wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, mettant l'accent sur l'importance de ce projet, a indiqué que les services de la wilaya étaient disposés à réaliser un troisième réservoir d'eau dans la commune s'il s'avère nécessaire et appuie les efforts de renforcement d'AEP dans cette région.

S.Y.

Skikda Relogement de 14 familles qui habitaient un immeuble menaçant ruine

QUATORZE familles qui habitaient un immeuble menaçant ruine sur le front de mer de la ville de Skikda ont été relogées dans des appartements neufs, a-t-on observé. Cette opération de relogement qui s'inscrit dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire a été menée après inspection des services de wilaya accompagnés de l'organisme de contrôle technique de la construction de l'Est (CTC) qui ont constaté que cette immeuble de la période coloniale risquait effectivement de s'effondrer. Selon les services de wilaya, 500 logements publics locatifs ont été réservés par la wilaya au relogement des habitants de la vieille ville et cette opération «première du genre» a été hâtée en raison du «grand danger auquel étaient exposées ces familles». Les nouveaux logements affectés à ces familles se trouvent à la cité Bouabaz dans le centre-ville de Skikda, selon la même source qui a indiqué que le relogement des habitants de la vieille ville sera effectué après le relogement des habitants de la cité bidonville du «Lac des oiseaux» entamé la semaine passée au profit par le recasement de 750 familles. Depuis octobre 2017, plus de 5 000 familles des bidonvilles Ezzafzaf, Match et Lac des oiseaux ont été relogées et l'opération se poursuivra après le mois du ramadhan pour toucher les habitants de la vieille ville.

R.R.



Libye

Le processus politique sur la table du Conseil de sécurité

■ Le Conseil de sécurité se réunit à New York, pour recevoir un briefing de l'émissaire Ghassan Salamé sur les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la feuille de route de l'ONU visant à sortir la Libye de la crise politique et sécuritaire qui perdure depuis sept ans, au moment où les affrontements armés se poursuivent à l'Est et au Sud.

Par Sara H.

Lors de cette séance, les membres du Conseil de sécurité devaient suivre un exposé sur les développements politiques survenus dans le pays, notamment en ce qui concerne l'organisation d'un référendum sur une nouvelle Constitution et les préparatifs pour la tenue d'élections législatives et présidentielles que l'ONU espère organiser avant la fin de l'année. L'actualisation des listes électorales en Libye, achevée en mars 2018, a enregistré l'inscription d'un million de nouveaux électeurs, qui s'ajoutent au fichier de 2014 qui comptait 1,48 million d'électeurs inscrits. L'émissaire de l'ONU avait réitéré, à maintes reprises, la nécessité de «réunir les conditions propices à la tenue de ces élections». Selon l'ordre du jour provisoire, l'émissaire de l'ONU devra également présenter un autre exposé sur la situation sécuritaire en Libye, particulièrement dans la ville de Derna (Est de la Libye) qui enregistre de violents affrontements armés depuis mi-avril dernier et où le chef de l'armée nationale libyenne, Khalifa Haftar a lancé une offensive pour reprendre cette ville, faisant plusieurs victimes parmi les civils. Salamé fera également le point sur la situation des migrants en Libye, devenue ces dernières années une plaque tournante de l'immigration clandestine vers l'Europe.

La dégradation de la situation à l'Est et au Sud menace le processus de politique

Sept ans après la chute de l'ancien dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, la Libye est toujours confrontée à l'instabilité politique alors que la situation sécuritaire à l'est et au sud du pays qui connaît une «grave détérioration» continue à susciter l'inquiétude des autorités libyennes et de la mission onusienne. Les affrontements se sont intensifiés entre les forces de Khalifa Haftar et les forces du Conseil consultatif des moujahidines de Derna et sa périphérie avec des missiles lancés sur plusieurs sites au quartier Sayda Khadija à l'ouest de Derna. La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul) a affirmé que depuis l'intensification du conflit le 15 mai dernier, six civils ont été tués et 14 autres ont été blessés auxquels s'ajoutent des dizaines de morts parmi les combattants et entre 300 à 500 familles déplacées de la région El Fatahi à l'est de la ville. La Manul souligne que depuis le début du conflit armé, mi-avril



dernier, les appréhensions libyennes et onusiennes se sont intensifiées quant à la prolifération du conflit aux régions peuplées, ce qui constitue un nouveau défi pour l'ONU en termes de protection des civils et d'acheminement des aides nécessaires. Selon la Mission, l'acheminement des aides humanitaires à Derna est «très limité» et il faudrait attendre l'approbation pour pouvoir les faire entrer dans la ville, sachant que les besoins pressants sont d'ordre sanitaire et devraient augmenter avec la poursuite du siège. Des informations ont fait état de la destruction par les Forces de protection de Derna du pont de la cascade de Oued Derna au sud de la ville, car constituant l'une des principales entrées stratégiques de la ville. D'autre

part, des organisations de la société civile à Tripoli ont appelé à manifester dimanche devant le siège de la Manul pour dénoncer l'escalade militaire à Derna. Dans un communiqué, ils ont exhorté l'ONU à imposer une zone d'exclusion aérienne sur la ville de Derna et le Sud de la Libye. Eu égard à l'escalade que connaît le pays notamment, la ville de Sabha, le Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale de Libye a appelé les régions militaires (Ouest-Tripoli-Centre) à mobiliser une force pour la protection et la sécurité du Sud. La décision présidentielle intervient suite aux événements qu'a connus la ville, l'une des plus grandes du Sud au début de la semaine en cours, de par les violents affrontements ayant causé plus de 45 morts et blessés,

selon la mission des Nations unies. Ces heurts se sont éclatés à Sabha, début février dernier, entre les deux tribus à savoir Ouled Slimane (arabe) et les Toubous (non arabe), et ont causé le déplacement de plus de 200 familles.

Inquiétude face à l'escalade et appel à la retenue

Le Gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale, et la Manul ont affiché leur «grande inquiétude» quant à la poursuite de l'escalade sécuritaire à l'est et au sud du pays, mettant en garde contre le danger des opérations militaires qui peuvent s'étendre vers d'autres villes libyennes, ce qui plongera le

pays dans un nouveau cycle de violence et anéantira les acquis politiques réalisés jusqu'à là par le pays. Dans ce contexte, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale de Libye, Fayez al-Sarraj, a mis en garde contre «les dangers des opérations militaires et le bombardement aérien ciblant la ville et les dommages causés parmi les civils et les infrastructures publiques», appelant à «une intervention rapide des sages, des cheikhs et des notables de la ville de Derna et sa périphérie pour trouver une solution pacifique pour mettre fin à l'effusion du sang». M. al-Sarraj a indiqué qu'il suivait avec «une grande inquiétude» les nouvelles des opérations militaires et des bombardements aériens ciblant la ville de Derna, rappelant «son appel pour faire preuve de sagesse, à mettre fin au calvaire des populations travers la levée du siège imposé à la ville et à l'arrêt des hostilités». «Nous sommes contre le terrorisme, sous toutes ses formes et appellations, et nous avons appelé, à maintes fois, à l'unification des rangs pour lui faire face, mais nous sommes aussi contre les attaques ciblant les civils et interdites par le droit international humanitaire et le droit relatif aux droits de l'Homme», a-t-il affirmé. Estimant qu'il est encore temps de se ressaisir, il a mis en garde de nouveau contre «les graves répercussions et retombées de la guerre à Derna sur d'autres régions du pays». Pour sa part, la Mission d'appui des Nations unies en Libye a appelé toutes les parties libyennes armées dans la ville à la nécessité du respect du droit international humanitaire et à la prise de toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des civils et des infrastructures publiques.

S.H./APS

45^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie

Forte présence de délégations étrangères aux festivités

Les festivités du 45^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie, organisées dimanche à Tifariti, dans les territoires sahraouis libérés ont été marquées par une forte présence de délégations étrangères solidaires avec le peuple sahraoui et sa cause juste pour l'indépendance. Organisées sous le haut patronage du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Secrétaire général du Front Polisario, et chef suprême des forces armées sahraouies, Brahim Ghali, ces festivités enregistrent la participation de délégations représentées par les ambassadeurs du Viet-Nam, de l'Equateur, de la Namibie, de Cuba, et de l'Afrique du Sud, et de diplomates d'Ethiopie, du Kenya, d'Ouganda, d'Angola, de Nigeria et d'autres pays solidaires avec la cause sahraouie, ainsi que

deux délégations des associations de la Société civile algérienne et mauritanienne. Plusieurs unités, formations et bataillons de l'Armée de libération sahraouie ont pris part à des parades militaires sous le slogan «la Force de la détermination et de la volonté pour imposer l'indépendance et la souveraineté». A noter que la majorité formations et des unités militaires ayant participé à ces festivités sont composées de jeunes sahraouis volontaires par centaines pour défendre le droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'émancipation, et qui ont reçu un entraînement militaire professionnel et de qualité, selon les responsables du Front Polisario. Selon le commandement de l'armée sahraouie, les catégories ayant rejoint les rangs de l'armée de libération et qui ont pris part aux festivités, ne représentent que des

exemples de la force militaire sahraouie qui croit en la doctrine militaire «l'indépendance ou tomber en martyr». L'armée sahraoui a exposé, à cette occasion, une partie de son matériel et moyens destinés à la protection des territoires libérés de l'ennemi ou des réseaux de criminalité organisée et à assurer la sécurité à toutes les régions sahraouies libérées, en mettant en échec toutes les opérations exécutées par les bandes spécialisées dans le trafic de drogue et qui ont un lien direct avec l'occupant. Les parades ont pris fin par un exercice tactique pour la libération d'otages et qui a été exécuté par des membres de la Gendarmerie nationale sahraouie. L'assistance s'est rendue, par la suite, à une exposition de photos et de documents qui mettent en exergue les différentes étapes de lutte du peuple sahraoui.

R. M.



Afghanistan

Les talibans préviennent les Kabouli de nouveaux attentats

■ Les talibans afghans ont invité hier la population de Kaboul à se tenir écartée des «sites militaires» qu'ils pourraient attaquer, dans le souci «d'éviter les victimes civiles».

Par Rosa C.

«Les Moudjahidines ont soigneusement veillé à réduire le nombre de victimes civiles dans les différentes régions du pays. Mais le seul endroit encore touché est la ville de Kaboul», écrivent les insurgés sur leur site internet. «La raison est que les principaux centres militaires et de renseignements des envahisseurs sont situés à Kaboul», justifient-ils, accusant «les forces spéciales, le NDS (renseignements afghans, ndr) et autres services militaires» de se servir des civils comme de «boucliers humains». Les talibans annoncent de nouvelles attaques dans le cadre de leur offensive de printemps et affirment : «Nous ne voulons pas qu'un seul civil innocent soit tué». «Par conséquent (...) nous appelons les habitants de Kaboul à se tenir à l'écart des sites militaires et des centres de renseignements». Selon la mission de l'ONU en Afghanistan (Manua)

qui décompte depuis 2009 les victimes civiles, la capitale est devenue depuis 2017 le lieu le plus dangereux du pays pour les civils en raison de la multiplication des attentats revendiqués par les talibans ou le groupe État islamique. Les autorités provinciales de Kandahar, dans le sud-est du pays, ont d'ailleurs accusé hier les talibans d'avoir tué cinq démineurs d'une compagnie privée, à l'œuvre le long du projet de gazoduc régional TAPI.

Au premier trimestre 2018, les attaques contre la population ont fait deux fois plus de victimes qu'au premier trimestre 2017, notait-elle en avril, avec 763 civils tués et 1 495 blessés entre janvier et mars, dont 39% dans des attentats – contre 30% lors d'engagements au sol.

Fin janvier, les talibans avaient revendiqué un attentat à l'ambulance piégée en pleine journée au cœur de Kaboul, qui avait fait au moins 105 morts et plus de 200 blessés, principalement civils. Les insurgés avaient alors

affirmé que seuls des policiers avaient été tués, et accusé la presse de mentir. Pour l'analyste Nik Mohammad, ce message relève de «la propagande : si vous combattez en ville, vous savez que vous tuerez des victimes, aucun moyen de l'éviter». «Kaboul est surpeuplée, les installations militaires sont situées dans le centre, au milieu des maisons : le gouvernement devrait les déminer en périphérie», estime-t-il.

Mais outre les sièges des ministères de la Défense et de l'Intérieur, du NDS, de la police, de l'opération de l'Otan Resolute Support et de nombreux commissariats, Kaboul est ponctuée d'innombrables barrages qui sont autant de cibles potentielles, très difficiles à éviter pour les habitants. Dans le sud-est, le porte-parole du gouverneur de Kandahar, Dawood Ahmadi, a indiqué qu'une attaque a fait cinq morts parmi un groupe de démineurs hier à 8h00 dans le district de Maiwand, dans l'ouest de la province, dans une région isolée marquée par une forte présence talibane.

Le général Abdul Raziq, chef de la police de Kandahar, joint par l'AFP, a confirmé le bilan et tous deux ont accusé les talibans, ainsi qu'un témoin,



PH. S. D. R.

employé de la compagnie AMDC. Selon cet homme, s'exprimant sous couvert d'anonymat, «une vingtaine de talibans à moto, le visage couvert, ont ouvert le feu sur nos collègues sans dire un mot. Nous étions seize démineurs, cinq ont été tués et un est porté manquant».

Le TAPI, initiales des quatre pays traversés par le gazoduc – Turkménistan, Afghanistan,

Pakistan et Inde – est un ambitieux chantier lancé en grande pompe en février après des années de retard. Les talibans avaient alors assuré le projet de leur soutien, promettant «leur pleine coopération avec le TAPI qui va contribuer au développement des infrastructures économiques du pays».

R. C.



Points chauds

Argument

Par Fouzia Mahmoudi

Les pires détracteurs du président américains, Donald Trump, ne peuvent lui reprocher son manque d'imagination et de ressources. Après plus d'une année passée au centre de l'enquête sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle de 2016, le président républicain a trouvé un nouvel angle à sa stratégie de contre-attaque. En effet, Donald Trump a demandé dimanche une enquête sur une possible «infiltration» de sa campagne par des agents du FBI, une accusation qu'il brandit depuis plusieurs jours sans éléments concrets à l'appui. «J'exige ici, et je le ferai demain officiellement, que le ministère de la Justice examine si le FBI a infiltré ou surveillé la campagne Trump pour des raisons politiques», a-t-il tweeté, exigeant de savoir si «de telles demandes ont été formulées par des gens au sein de l'administration Obama». Depuis quelques jours, le président américain, qui dénonce avec véhémence la «chasse aux sorcières» que représente, selon lui, l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, évoque, sans présenter d'éléments de preuve, la théorie selon laquelle sa campagne aurait été «infiltrée» pour des raisons politiques. Selon le *New York Times*, le FBI a bien demandé à un informateur de rencontrer deux membres de l'équipe Trump, Carter Page et George Papadopoulos, mais il l'a fait pour enquêter sur d'éventuels liens entre ces derniers et la Russie. Nombre d'élus démocrates accusent la Maison-Blanche et les républicains de chercher en réalité à déstabiliser Robert Mueller qui enquête depuis un an sur une éventuelle collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Trump pour que ce dernier l'emporte face à Hillary Clinton en novembre 2016. Adam Schiff, membre démocrate de la commission du Renseignement à la Chambre des représentants, a estimé dimanche que les affirmations du président américain sur un soi-disant «espion» au sein de sa campagne étaient une «absurdité». «Sa "demande" au ministère de la Justice pour qu'il enquête sur des faits dont ils savent qu'ils ne sont pas vrais est un abus de pouvoir et une façon de faire diversion face à ses problèmes judiciaires qui s'accumulent», a-t-il ajouté, très remonté contre le tweet présidentiel. La demande de Donald Trump fait suite à une avalanche de longs tweets matinaux dans lesquels il s'en prend, pêle-mêle, à Hillary Clinton, aux démocrates, au *New York Times* ou encore à l'enquête de Robert Mueller qu'il qualifie de «chasse aux sorcières à 20 millions de dollars». Et si la dernière sortie de Trump irrite ses opposants, elle ne mettra pas fin à l'enquête qui le vise ainsi que son équipe de campagne et son entourage. Si le président américain espère se débarrasser de cette épée de Damoclès, il devra trouver des arguments plus convaincants et surtout plus à même de le disculper.

F. M.

Irak

A Mossoul, la délicate recherche des corps en décomposition

Au sommet d'un amas de gravats, des points rouges, noirs, bleus et blancs se détachent : dans le Vieux Mossoul, où les températures grimpent, soldats et pompiers en uniformes colorés s'activent à sortir les centaines de corps qui se décomposent à ciel ouvert. Dans une odeur pestilentielle, les hommes des forces irakiennes – police, armée et Défense civile – ne s'arrêtent jamais, malgré le risque que des explosifs non dégonflés détonent encore dans la Vieille ville, réduite à néant par neuf mois de combats contre le groupe État islamique (EI), chassé en juillet 2017. «En trois jours, 763 corps ont été sortis des décombres et enterrés», affirme à l'AFP le lieutenant-colonel Rabie Ibrahim. «Et les opérations se poursuivront jusqu'à ce que tous les cadavres soient sortis du cœur historique de la ville», carrefour commercial et culturel du Moyen-Orient. Une fois ces corps putréfiés – pour certains des restes seulement – sortis des décombres, «ils sont envoyés aux services de santé de la province de Ninive», poursuit-il. Les corps de civils qui sont identifiés sont remis aux familles, tandis que les corps déclarés comme appartenant aux combattants de l'EI sont

enterrés dans une fosse commune à la périphérie ouest de Mossoul. Pour atteindre ces restes humains, les militaires et pompiers progressent prudemment, le visage recouvert d'un masque ou enroulé dans un foulard. Des cadavres de jihadistes portent encore des ceinture de kamikazes. Des grenades, bombes artisanales et autres explosifs semés derrière lui par l'EI en repli vers la Syrie voisine peuvent encore faire des victimes à tout moment. Et toutes ces mines improvisées sont cachées sous de multiples couches et obstacles : maisons écroulées, charpentes métalliques tordues, meubles éventrés et arbres arrachés, léchés par les eaux du fleuve Tigre qui s'écoule lentement en contrebas. Là où avant s'étendait un dédale de ruelles pavées et bordées de maisons et d'échoppes multiséculaires ne se dresse plus qu'un amas massif, difforme et pestilentiel, où prospèrent animaux errants, insectes et maladies. Dans ce chaos, certains habitants n'arrivent même plus à localiser leur maison ou même leur rue et sont donc incapables d'indiquer précisément aux secours où pourraient se trouver les restes de proches disparus dans le bombardement de leur

maison. Impossible dans de telles circonstances d'utiliser d'imposants engins de chantier, affirme le général Hossam Khaili, qui dirige la Défense civile de Ninive. Ses hommes en sont réduits à travailler avec «de petits véhicules, dont Mossoul ne dispose qu'en nombre limité», assure-t-il. Pourtant, il faut faire vite. Les habitants, éreintés par trois années de règne du «califa» autoproclamé, décimés par neuf mois de violents combats urbains et las d'espérer une reconstruction qui se fait attendre, veulent rentrer. «Mais c'est impossible, avec cette puanteur, cette pollution et les épidémies qu'elle peut engendrer», se lamente Othmane Saad, chômeur de 40 ans dont la maison dans la Vieille ville a été entièrement détruite. Abou Adel, 33 ans, lui aussi veut que les autorités «dégagent ces cadavres au plus vite». Et qu'elles s'attellent ensuite à «dédommager les habitants pour qu'ils puissent reconstruire, puis à leur apporter les services publics». Mais la tâche est titanique. Depuis que les troupes ont repris Mossoul, «2 838 corps, dont 600 de membres de l'EI, ont été sortis des décombres», affirme à l'AFP le gouverneur Naoufel Soutane.



Veillées de ramadhan à la salle Ibn Khaldoun

La musique andalouse à l'honneur

■ Une semaine de musique andalouse est proposée au public de la salle Ibn Khaldoun pour ces jours-ci. Afin d'assurer la détente et des moments conviviaux aux amoureux de ce genre musical, des soirées de haute facture seront animées par les artistes Zakia Kara Torki, Lamia Ait Amara, l'association des beaux-arts et Mezghena. Du m'dih, du hawzi, de l'andalous sont au menu de ces soirées musicales.



Par Abla Selles

L'effervescence des soirées du ramadhan se poursuit à la salle Ibn Khaldoun proposant des soirées musicales mettant en valeur le professionnalisme et le talent de nos jeunes. À chaque fois, les responsables de cette salle de spectacles proposent pour les veillées du mois de ramadhan des spectacles qui varient entre la musique et le one man show. De mercredi à samedi, du m'dih, du hawzi et de la musique andalouse de l'école d'Alger seront présentés aux mélomanes de cette musique savante. La soirée inaugurale de ce programme sera animée par une des plus prestigieuses associations culturelles de la wilaya d'Alger. Il s'agit

des Beaux-arts d'Alger qui a fait ses racines dans cette musique ancestrale avec des membres œuvrant à protéger ce patrimoine de l'oubli dont Abdelhadi Boukoura et des voix jeunes capables de assurer la relève. Les membres de cette association démontrent à chaque occasion du talent et du professionnalisme hors pair dans plusieurs événements en Algérie et à l'étranger. D'ailleurs, cette association de renommée maghrébine était primée dans plusieurs festivités nationales et internationales. La deuxième soirée de ce programme musical sera animée par la jeune interprète de musique andalouse, Lamia Ait Amara qui a pu et su s'imposer sur la scène artistique en un laps de temps. Ayant déjà un album sur le marché, cette jeune artiste ne cesse de gratifier les mélomanes de la musique andalouse avec sa voix mélodieuse. L'artiste Zakia Kara Torki donnera quant à elle un spectacle dans la soirée de vendredi où elle revisite des chansons de son répertoire artistique. La quatrième soirée de ce programme sera animée par une autre grande association culturelle d'Alger, à savoir Mezghena. Les membres de cette association animent à chaque fois des prestations musicales qui varient entre hawzi et m'dih tout en gardant l'authenticité de cet art.

A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Cercle El-Barzakh, Sidi-Yahia, Alger
Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)
Les 23 - 24 - 25 - 26 - 27 à 22h30 :

Spectacle «Afro cirque - itinéraire d'un continent». Production : Cabaret Sauvage.

Théâtre National Algérien Mahieddine Bachtarzi (Alger)
Les 22 et 23 mai à 22h30 : Présentation de la pièce théâtrale Slimane Blouk. Adaptation Mahieddine Bachtarzi. Mise en scène : Abdlekrim Beriber. Vendredi 25 mai à 22h30 :

Lila Borsali présente son nouveau spectacle Si Tlemcen m'était contée... Une immersion dans la ville de ses ancêtres à travers divers textes, récits, contes, poésies et mélodies. L'événement sera organisé par Maçir Vie et le Théâtre national algérien.

Samedi 2 juin à 22h30 : Concert de musique andalouse avec l'artiste Zahia Benzengli.

Prix du billet : 500 DA. Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger)

Galerie Ezzou'Art du Centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar (Alger) Jusqu'au 24 mai :

Exposition «Pacte avec la lumière» de Djahida Houadef.

Théâtre régional d'Oran

«Metzeouedj fi ota» à l'affiche

Le one-man-show à succès «Metzeouedj fi ota» (un mari en vacances) est à l'affiche au théâtre régional d'Oran «Abdelkader Aloulou» (TRO) pour une soirée de solidarité durant ce mois de ramadhan, a indiqué dimanche le directeur de cette structure culturelle. Le spectacle organisé par le groupe bénévole «Khayr Echabab», sera joué le 25 mai prochain dans le cadre d'une action de solidarité au profit des enfants nécessiteux, a précisé à l'APS Mourad Senouci, également auteur de la comédie interprétée par Samir Bouanani. La programmation de cette œuvre permettra au public oranais de découvrir ou

de revivre la prestation hilarante de l'artiste Bouanani qui campe le rôle d'un mari heureux de renouer avec les joies du célibat en l'absence de sa femme partie se soigner à l'étranger. Produite en 2006, «Metzeouedj fi ota» a dépassé le seuil des 200 représentations en Algérie et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis en 2009, en France en 2010 et au Maroc en 2012. Une de ses dernières représentations remonte à juin 2016 à l'occasion de sa participation au Festival international de l'humour «Marrakech du Rire» (Maroc). La pièce a été, depuis, «absente» de la scène en raison de la nécessité d'investir

des nouvelles créations, a expliqué Mourad Senouci, rappelant que son partenariat avec Bouanani a donné lieu à d'autres productions à l'instar de la comédie «Adda Zine El-Hedda» qui sera aussi à l'affiche au TRO (2 juin). Le programme d'animation proposé pour le mois de ramadhan par le TRO comprend, au total, 24 spectacles animés par différentes troupes artistiques du pays.

Des représentations théâtrales, des concerts de musique et un hommage à titre posthume à la regrettée chanteuse Sabah Essaghira (1952-2005) figurent parmi les activités prévues.

F.H.

Mascara

Le théâtre régional de la ville en voie d'innovation

Un montant de 112 millions DA a été débloqué par le ministère de la Culture pour équiper le théâtre régional de Mascara qui a fait l'objet d'une opération de réhabilitation, a-t-on appris dimanche du directeur de cet établissement culturel.

L'enveloppe budgétaire, débloquée en deux tranches, servira à l'acquisition puis à l'installation des équipements dont l'opération sera lancée début du deuxième semestre 2018.

Le théâtre régional de

Mascara a fait l'objet d'une opération de rénovation et de réhabilitation qui a duré 3 ans, mais l'établissement est resté fermé pour non disponibilité de couverture financière pour son équipement, a souligné Ahmed Khoussa.

Le cahier des charges nécessaire pour les avis d'appels d'offres d'équipement est en cours d'élaboration pour, notamment, l'acquisition des équipements sonores, l'éclairage, l'installation des sièges et des

rideaux.

L'opération d'installation des équipements sera entamée début du second semestre de l'année en cours afin que cette structure culturelle, située au centre-ville de Mascara, puisse abriter des représentations et autres activités artistiques et culturelles. La direction du TR de Mascara a lancé dernièrement, sur ses fonds propres, une opération d'aménagement du bloc administratif du théâtre en vue d'évacuer la bibliothèque de lec-

ture publique occupée actuellement par son personnel.

Par ailleurs, la troupe du théâtre régional de Mascara entamera, dès lundi, une tournée à travers 10 wilayas dans l'Ouest et dans le Centre du pays. Elle sera suivie d'une autre tournée locale, au début du mois de juin, au profit des enfants des différentes communes de la wilaya.

M.K.

Bouira

Le théâtre de plein air bientôt ouvert au public

Le projet de réalisation du théâtre de verdure, lancé en 2012 au niveau du chef-lieu de la wilaya de Bouira, sera livré et mis en service d'ici au mois de juillet prochain après plusieurs mois d'attente, a indiqué dimanche à l'APS le directeur de la culture, Miloud Khider. «Les gros travaux sont achevés, et il ne reste que de petites retouches pour livrer la totalité du projet d'ici au mois de juillet», a expliqué le même responsable, précisant que la clôture officielle des travaux est prévue la semaine prochaine. Selon les détails fournis par le directeur de la culture, le

projet a connu un «énorme retard» à cause de l'arrêt des travaux suite à la résiliation du contrat avec l'entreprise Batigec, chargée alors de réaliser cette structure culturelle.

«Les travaux ont été relancés et ils sont en cours. Le projet devra être réceptionné d'ici au mois de juillet», a-t-il assuré.

D'une capacité de 3 000 places, le théâtre en plein air de Bouira pour lequel une enveloppe financière de plus de 300 millions de dinars a été allouée, est tant attendu par les amoureux du quatrième art et les familles de Bouira avides d'ambiance et d'animations

culturelles. D'autres structures culturelles sont en cours de réalisation dans la ville de Bouira, à l'image notamment de l'annexe de l'école des Beaux-arts, seront aussi réceptionnées dans les prochains mois, a ajouté M. Khider.

Cette annexe est un autre projet d'un montant de 90 millions de dinars, qui, lui aussi, a accusé du retard, mais les travaux tirent à leur fin et le projet devra être livré dans les mois à venir, a expliqué le même responsable

L.B.



Coup-franc direct

Ces légendes qui manqueront au football

Par Mahfoud M.

La fin de la saison européenne a été émouvante dans pas mal de stades du vieux Continent qui ont connu la retraite d'anciens joueurs et qui sont considérés comme des légendes vivantes. Iniesta et Torres en Espagne, mais surtout Buffon en Italie, ces joueurs laisseront certainement un grand vide pour la balle ronde européenne. Iniesta a écrit son nom en or au Barça où on le considère comme un véritable créateur de jeu, d'où le surnom d'«artiste-peintre». A lui seul, il faisait l'unanimité autour de lui que ce soit au niveau de son club ou même chez ses adversaires qui lui vouaient un grand respect. Il est, sans doute, l'un des rares joueurs qui ont été forcés de tous les férus de la balle mondiale, de par son jeu très technique mais aussi par son caractère calme et plein d'humilité. Le gardien Gianluigi Buffon, est une vraie légende non seulement pour les tifosi de la Juventus de Turin, mais aussi pour tous les incondtionnels italiens qui pensent que sa retraite est une vraie perte pour le football. Il faut savoir que ce genre de joueurs ne courent pas les rues et leur retraite entraîne, de fait, une grande charge émotionnelle. Ces légendes manqueront très certainement au football, surtout pour les partisans du beau jeu, mais aussi ceux qui apprécient les valeurs morales des joueurs.

M. M.

Ligue 1 (2017-2018)

10 entraîneurs ont sauté

LE CHAMPIONNAT de Ligue 1 Mobilis de football 2017-2018, clôturé samedi, n'a pas été différent des précédents en matière de valse d'entraîneurs : pas moins de 10 clubs sur les 16 composant la palier supérieur ont connu des changements. A l'instar de l'exercice précédent, la majorité des clubs de l'élite ont connu une instabilité criarde au niveau de leur encadrement technique, ce qui s'est répercuté sur leurs résultats à l'image de l'ES Sétif, champion sortant, qui a bouclé la saison à une triste 8e place au classement avec, en prime, la succession de trois techniciens. Les clubs «bons élevés» qui ont évité le phénomène sont le CS Constantine (champion), l'USM Bel-Abbès (détenteur de la Coupe d'Algérie), le MC Alger, le Paradou AC, le MC Oran et l'Olympique Médéa. La JS

Saoura, vice-championne d'Algérie, a enregistré le départ de l'entraîneur Fouad Bouali en janvier dernier, remplacé par Karim Khouda qui a assuré l'intérim puis en mars par l'ancien entraîneur-adjoint de l'équipe nationale, Nabil Neghiz. Un changement «en douceur» qui n'a pas affecté le club de Béchar, lequel reste sur une série de 6 victoires de rang. Le record est détenu par le DRB Tadjenanet qui a consommé trois entraîneurs : François Bracci, Kamel Mouassa et Omar Belatoui, avant de confier la barre technique en février dernier au Tunisien Hamadi Edou qui va mener le Difaâ vers le maintien. Le trio relégable (US Biskra, USM El-Harrach et USM Blida) a fait également les frais de l'instabilité du staff technique qui s'est avérée fatale pour l'avenir de ces équipes en Ligue 1.

Eliminatoires CAN-2019 U20 (deuxième tour retour)

L'Algérie éliminée

LA SÉLECTION algérienne masculine de football des moins de 20 ans (U-20) a été éliminée de la Coupe d'Afrique des nations après sa défaite devant son homologue ghanéenne sur le score de 2-0 (mi-temps : 1-0), en match retour du 2e tour des éliminatoires de la CAN-2019, disputé dimanche au stade Cape Coast (165 km à l'Ouest d'Accra). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Kusud Mohamed (36') et Sadek

Ibrahim (47') pour le Ghana. Lors du match aller joué le 11 mai dernier au stade 5-Juillet d'Alger, les deux équipes s'étaient neutralisées sur un score nul (0-0). La sélection ghanéenne sera opposée au dernier tour des éliminatoires de la CAN-2019 à l'équipe qualifiée de la double confrontation entre le Bénin et la Gambie. Au match aller, la Gambie avait battu le Bénin 2-1 à Banjul. La manche retour aura lieu dimanche à Cotonou.

Handball/ Jeux méditerranéens-2018

L'EN affrontera la Tunisie en amical par deux fois

LA SÉLECTION algérienne de handball jouera deux matchs amicaux contre son homologue tunisienne, en prévision de sa participation aux Jeux méditerranéens-2018 (JM), prévus à Tarragone en Espagne du 22 juin au 1^{er} juillet, rapporte dimanche le journal électronique tunisien «Echourouk», citant une source fédérale. Le premier match aura lieu le 19 juin et le second le lendemain. Reste à déterminer

le lieu qui abritera ces deux rencontres qui permettront aux staffs techniques des deux sélections d'apporter les ultimes correctifs avant le rendez-vous espagnol, ajoute la même source. Le journal tunisien a ajouté que l'entraîneur des Aigles de Carthage, l'Espagnol Tony Geroni aura pour mission d'emmener l'équipe la plus loin possible et de rééditer l'exploit de Libreville, lorsque son groupe s'est emparé du

titre africain face à l'Egypte. Pour sa part, la sélection algérienne masculine de handball devra effectuer un stage de préparation du 5 au 17 juin en Slovaquie, ponctué par trois rencontres amicales internationales contre la Slovaquie A, dans le cadre de sa préparation pour les JM. Le regroupement aura lieu dans la région de Rogla, près de Zresko Pohorje dans le nord de la Slovaquie.

JS Kabylie

Mellal tire sur tout le monde

■ Le président de la JS Kabylie, Chérif Mellal, n'est pas allé avec le dos de la cuillère en tirant sur tout le monde dans des déclarations, après la fin officielle de la saison et qui a vu le club s'en tirer de justesse avec ce maintien en Ligue 1 Mobilis qui a été arraché à deux journées de la fin de la saison.

Par Mahfoud M.

En effet, ce dernier estime que cela n'a pas été facile pour son équipe, d'autant plus qu'il a trouvé beaucoup de problèmes qu'il a pu quand même solutionner grâce à son dévouement. Il dira que l'ancien président, Mohamed Chérif Hannachi, endosse, en grande partie, la responsabilité de la situation qu'a vécue le club cette saison. «On parle de ma gestion, alors qu'on n'aborde pas celle de l'ancien président qui a pris en otage le club pendant 24 ans et qui est totalement responsable de cette situation vécue par la formation kabyle», a-t-il indiqué, tout en regrettant le fait que personne ne l'ai aidé, même pas ceux qui étaient avec lui dans le bureau. Cela l'emmènera à changer de stratégie à l'avenir, puisqu'il révélera qu'il ne gardera aucun membre dirigeant comme actionnaire s'il ne met pas la somme d'un milliard de centimes sur la table. «Jusqu'à maintenant, je suis le seul à avoir investi de ma propre poche, mais il est clair que si personne ne fait de même la saison prochaine, je serais contraint à revoir la manière de gérer la SSPA. De même ceux qui souhaitent suivre les matchs



Mellal promet de revoir beaucoup de choses à la JSK

à partir de la tribune officielle se doivent de payer et obtenir des cartes d'adhérents», a souligné l'homme fort du club kabyle. Mellal s'est dit, par ailleurs, déçu du comportement de certains joueurs, notamment les cadres qui ont été gourmands.

«Belkalem et Asselah ont demandé à obtenir la prime de la Coupe avant la finale, ce qui est une chose impardonnable», dira le président de la JSK qui avouera qu'il ne retiendra pas Asselah même s'il demandait à jouer gratuitement. M. M.

Classement des buteurs algériens à l'étranger 2017-2018 Soudani meilleur buteur parmi les «Verts» d'Europe

L'attaquant international algérien du Dinamo Zagreb (Div.1 croate de football) Hilal Soudani a terminé en tête du classement des buteurs algériens évoluant à l'étranger pour la saison 2017-2018 avec 17 réalisations. L'ancien joueur de l'ASO Chlef, qui avait rejoint le Dinamo en 2013 en provenance de

Vitoria Guimaraes (Portugal), a devancé au classement son compatriote Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/Qatar) qui compte 16 buts. L'ailier de Leicester City (Premier League anglaise) Riyad Mahrez pointe à la 3^e place dans ce classement avec 12 réalisations, alors que l'attaquant du Spartak Moscou (Russie) Sofiane

Hanni suit juste derrière avec 10 buts dont 8 inscrits sous les couleurs de son ancien club Anderlecht (Belgique) qu'il avait quitté lors du mercato d'hiver. Le milieu offensif Yacine Brahimi, sacré champion du Portugal avec le FC Porto, améliore ses statistiques par rapport au précédent exercice en inscrivant 9 buts, soit trois de plus que la saison 2016-2017. Le milieu offensif de Galatasaray, champion de Turquie, Sofiane Feghouli s'est distingué pour sa première saison avec le club stambouliote en inscrivant 6 buts. Côté déceptions, le meilleur buteur de la sélection nationale en activité (26 buts) Islam Slimani, prêté en janvier dernier par Leicester City à Newcastle United s'est contenté d'un seul but seulement, alors qu'il en a marqué 8 lors du précédent exercice avec les «Foxes». Ayant décidé de changer d'air pour se relancer avec les «Magpies», Slimani a fini par faire le mauvais choix, alors que sa saison a pris fin prématurément suite à sa suspension pour trois matchs. Enfin, Ishak Belfodil, dont le prêt pour une saison au Werder de Brême (Allemagne) a pris fin, est également passé à côté avec 4 buts en 26 apparitions en Bundesliga.

Top 10 du classement des buteurs algériens à l'étranger (2017-2018) :

1- Hilal Soudani (Dinamo Zagreb/Croatie)	17 buts
2- Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/Qatar)	16 buts
3- Riyad Mahrez (Leicester City/Angleterre)	12 buts
4- Sofiane Hanni (Anderlecht puis Spartak Moscou)	10 buts
5- Yacine Brahimi (FC Porto/Portugal)	9 buts
6- Sofiane Feghouli (Galatasaray/Turquie)	6 buts
7- Ishak Belfodil (Werder de Brême/Allemagne)	4 buts
-- Nabil Bentaleb (Schalke 04/Allemagne)	4 buts
9- Ryad Boudebouz (Betis Séville/Espagne)	2 buts

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pour «s'adapter aux nouvelles exigences constitutionnelles»

Révision du règlement intérieur de l'APN

LA RÉVISION du règlement intérieur de l'Assemblée populaire nationale (APN), présenté lundi aux députés vise à l'adapter aux nouvelles exigences constitutionnelles, de façon à renforcer l'action institutionnelle de l'Etat et l'équilibre au sein des institutions constitutionnelles. Le projet de règlement intérieur de l'Assemblée, qui comprend 151 articles, intervient pour «créer une cohérence entre ses articles et combler les vides juridiques», sur la base de l'expérience acquise durant les précédentes législatures, selon le rapport préliminaire présenté par le rapporteur de la commission juridique et administrative de l'Assemblée, Nabi Hebri, lors d'une séance plénière présidée par Saïd Bouhadja, président de l'APN. Des articles de la loi organisent les mesures relatives à l'ouverture de la législature, à la validation de la qualité de membre, à l'élection du président de l'APN et au procédé d'élection du président de l'Assemblée.

Le texte organise les organes et instances de l'Assemblée: le bureau de l'Assemblée, les commissions permanentes, la conférence des présidents, le comité de coordination et les groupes parlementaires. Le bureau de l'Assemblée est composé du président de l'Assemblée et de 9 vice-présidents qui sont élus pour un mandat d'une année renouvelable. Les représentants des formations habilitées à former un groupe parlementaire s'accordent, lors d'une réunion, convoquée par le président de l'Assemblée, sur la répartition des postes des vice-présidents entre les formations qu'ils représentent, sur la base de leur représentation proportionnelle.

Le bureau de l'Assemblée a pour mission d'organiser le déroulement des séances de l'Assemblée et de fixer l'ordre du jour et les dates de tenue de ces séances, en concertation avec le gouvernement, de fixer les modes de scrutin et de se prononcer sur la recevabilité des propositions de loi, d'amendements et de règlements ainsi que sur le projet d'ordre du jour présenté par les groupes parlementaires de l'opposition. Selon ce texte de loi, l'APN constitue, en début de législature, ses 12 commissions permanentes pour un mandat d'une année renouvelable, outre le renouvellement partiel ou total des membres des commissions permanentes selon les modes définis dans le règlement intérieur.

L'article 56 de la loi prévoit les dispositions relatives à la constitution de groupes parlementaires. Chaque groupe parlementaire compte dix députés au moins. Un député ne peut faire partie de plus d'un groupe parlementaire. Le projet de ce règlement a consacré plusieurs articles au traitement du phénomène de l'absentéisme des députés lors des séances plénières et des réunions des commissions.

Hani Y.

Examens de fin d'année scolaire à Béjaïa

Près de 48 000 candidats attendus pour les trois cycles

LES EXAMENS de la 5^e année d'année et de passage au cycle moyen (CEM) débuteront demain. Quelque 17 031 candidats dont 8 235 filles issues de 564 écoles primaires de la wilaya sont attendus pour passer cet examen qui sera encadré par 3 430 surveillants et se déroulera dans 338 centres d'examen. Selon la cellule de communication de la direction de l'éducation «ils seront au total 47 891 candidats des trois cycles de l'éducation nationale concernés par ces examens marquant la fin de l'année scolaire 2017/2018», soulignant que «toutes les dispositions ont été prises afin de mettre les candidats dans les meilleures conditions possibles et garantir un bon déroulement de ces examens». L'examen du brevet d'enseignement moyen s'étalera du 28 au 30 du mois courant, soit durant une période de trois jours. Y sont inscrits 12 624 candidats scolaires dont 6 584 filles issus de 163 CEM de la wilaya. «On note la

participation à cet examen de 406 postulants libres dont 18 filles», selon notre source. Les candidats sont répartis sur 51 centres d'examen et seront encadrés par 2 648 encadreurs. Quant à l'examen du baccalauréat, il se déroulera le 20 juin, le surlendemain de l'Aïd El Fitr et s'étalera sur cinq jours pour certaines filières et trois pour d'autres. Ces épreuves qui marquent la fin du cycle secondaire, concernent quelque 17 733 candidats dont un peu plus de la moitié de filles à savoir 9 827 candidates. Les candidats sont issus de 65 lycées de la wilaya de Béjaïa. On distingue aussi quelque 5 730 candidats libres dont 2 724 filles. «Ils sont 3 452 encadreurs réquisitionnés pour surveiller les candidats au Bac», a précisé la direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa dans son communiqué. Par ailleurs, y sont inscrits aux trois examens 23 candidats aux besoins spécifiques, dont 13 pour l'examen de la 5^e année, 05 pour le BEM et 05

autres pour le Bac, indique encore la même source qui fait observer à ce sujet que ces derniers seront «pris en charge» dans les centres d'examen et «bénéficieront de l'assistance nécessaire en application de la réglementation en vigueur». Ils sont aussi 236 candidats détenus à participer aux examens de fin d'année dont 108 au BEM et 128 au Bac. Ces candidats passeront leurs épreuves dans les établissements pénitenciers de la wilaya. La restauration sera assurée aux candidats par les établissements où sera également garantie la sécurité par une présence policière sans compter aussi la présence de la Protection civile et les services de santé. S'agissant du transport, eau, et la logistique nécessaires, ils seront assurés par l'APC qui mobilisera ces moyens en coordination avec les chefs de daïra qui suivront cette opération de très près du début à la fin, nous dit-on.

Hocine Cherfa

Une nouvelle plaque signalétique sur nos routes



Tlemcen

Saisie de fennecs destinés à la contrebande

■ Huit fennecs destinés à la contrebande ont été saisis par les éléments du Groupement de gardes-frontières (GGF) de Bab El Assa (80 km de Tlemcen) et remis à la Conservation des forêts de la wilaya, a révélé lundi le chargé de la communication de la Conservation.

Par Slim O.

Cette espèce d'animaux protégés, connus communément sous l'appella-

tion de «renards du désert», ont été découverts, vendredi dernier, à l'intérieur d'une caisse sur le tracé frontalier, en provenance du Maroc, a affirmé Mohamed Lachgueur à l'APS. Les huit fennecs ont été transférés au centre cynégétique de Tlemcen pour leur prise en charge, a-t-on indiqué, ajoutant que leur état de santé est qualifié de «bon» suite à un contrôle vétérinaire.

Pêche illicite de corail: Sept plongeurs arrêtés à El-Kala

Par ailleurs, sept plongeurs qui s'adonnaient à la pêche illicite de corail ont été arrêtés dimanche à El-Kala par des gardes-côtes qui ont saisi des équipements et des moyens de plongée sous-marine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le

cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des gardes-côtes ont arrêté, le 20 mai 2018 à El-Kala sept plongeurs sans autorisation et ont saisi des équipements de pêche illicite de corail et des moyens de plongée sous-marine, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi à Khenchela, trois fusils de chasse et une quantité de munitions (1 000 cartouches)», précise-t-on de même source. Par ailleurs, des gardes-côtes «ont déjoué à Ain Témouchent une tentative d'émigration clandestine de quarante-trois individus à bord d'embarcations de construction artisanale», alors que «vingt-et-un migrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Ouargla et Tlemcen».

S. O./APS

Tizi Ouzou Plus de 50 000 candidats aux trois examens scolaires

QUELQUE 50 726 élèves des trois paliers scolaires sont attendus pour les trois examens dans la wilaya de Tizi Ouzou, indique la direction locale de l'éducation. Pour l'examen de la fin du cursus scolaire primaire l'on attend 17 009 candidats, 14 698 pour le brevet de l'enseignement moyen (BEM) et 19 019 pour les épreuves du baccalauréat. Les filles sont plus nombreuses à se présenter aux trois examens puisqu'elles représentent plus de 52 % des candidats, soit 26 867 candidates.

Hamid M.